

Derrière le succès de l'apprentissage, l'orientation toujours en question

Paris, 17 sept. 2022 (AFP) -

Si l'essor de l'apprentissage est spectaculaire, particulièrement dans le supérieur, le parcours heurté de certains apprentis en BTS, qui ont rebondi grâce à cette formation en alternance, montre qu'il reste beaucoup à faire pour améliorer l'orientation scolaire.

Au CFA Stephenson à Paris, spécialisé dans le tertiaire et qui compte quelque 1.200 apprentis du CAP au Bac +5, sur une douzaine de jeunes en BTS tourisme ou commerce rencontrés par l'AFP, la moitié disent être arrivés là après avoir décroché de l'école, subi une orientation non choisie ou s'être retrouvés sans solution sur Parcoursup. Après le Bac scientifique en 2019, Lies "n'a eu aucun de ses vœux" demandés sur la plateforme d'orientation. Il s'est mis à travailler dans l'intérim, la livraison... "Je gagnais plus de 2.000 euros, mais porter des cartons dans une entreprise frigorifique par -23 degrés, c'était juste pas possible", témoigne-t-il.

Il a repris des études dans le cadre d'un BTS "management commercial opérationnel" et l'alternance dans un groupe de la grande distribution lui permet "de gagner 900 euros par mois alors qu'à la fac, (il aurait) de toute façon dû travailler à côté des études".

Même "déception Parcoursup" pour Alan, 20 ans, d'abord orienté vers un BTS qui ne l'intéressait pas. "J'ai fait un an d'intérim de préparateur de commandes avant qu'une amie ne me recommande l'alternance".

Mélissa, 18 ans, a été refusée aussi sur Parcoursup dans sept écoles d'architecture mais elle avait "un plan B apprentissage", qu'elle fait comme réceptionniste dans un hôtel de luxe parisien car elle "aime bien la relation client, le tourisme".

Johan, 20 ans, a lui été envoyé par une mission locale après avoir décroché de l'école. Après une mise à niveau, il est aussi apprenti réceptionniste dans un grand hôtel parisien et se réjouit "de faire une belle ascension".

Si quelques-uns ont "toujours voulu allier pratique et théorie", peu avaient entendu parler de l'apprentissage durant leur scolarité ou eu l'occasion d'en discuter avec un conseiller d'orientation.

"Au collège, on est poussé vers les filières générales, au lycée, on est poussé vers l'université, on nous dit que ça nous ouvre les portes", témoigne Ananza, 19 ans, en BTS tourisme. Elle s'était d'abord engagée dans une double licence en histoire de l'art et d'anthropologie qu'elle a abandonnée, se rendant "compte du peu de débouchés comparé au nombre d'étudiants".

- marché concurrentiel -

Pour Sébastien Malige, directeur du CFA Stephenson, "l'orientation est le gros enjeu structurel" sur lequel "il faut travailler au collège, au lycée ou au niveau du calendrier Parcoursup", car celui-ci n'est "pas adapté aux campagnes de recrutement des CFA dès le printemps".

"L'Éducation nationale doit ouvrir ses portes aux experts de la voie professionnelle, initiale ou en apprentissage et aux entreprises pour donner une information fiable et exhaustive aux jeunes" plaide-t-il.

Le ministère du Travail, constatant que "de nombreux jeunes ne pensent pas encore forcément à l'apprentissage", a d'ailleurs lancé jeudi une nouvelle campagne de communication sur ce thème.

D'autant que les CFA ne sont pas tous saturés car, depuis la réforme de 2018, qui a libéralisé l'apprentissage, leur nombre a explosé, contribuant au doublement du nombre d'apprentis en deux ans (733.000 entrées en 2021).

"En cinq ans, on est passé de 150 à 500 CFA en Ile-de-France. On est dans un marché concurrentiel, les jeunes ont souvent le choix entre plusieurs écoles, il faut communiquer pour les attirer", constate M. Malige, qui préside aussi la fédération régionale des directeurs de CFA.

Les bacheliers sans solution sur Parcoursup peuvent d'ailleurs encore contacter directement les CFA "car il reste des places", souligne-t-il.

Mais "notre travail commence bien en amont de la formation, car il faut accompagner le jeune, lui faire rencontrer la bonne entreprise avec qui ça marchera... On place 85% de nos apprentis chez nos entreprises partenaires, il y a dix ans c'était 50%", explique-t-il.





PAYS :France
SURFACE :105 %
PERIODICITE :Quotidien



► 17 septembre 2022 - Edition Fil Gen

Les entreprises sont aussi très demandeuses d'apprentis du fait de leurs difficultés de recrutements et des aides exceptionnelles (5.000 euros pour l'embauche d'un mineur, 8.000 pour un majeur) décidées pendant le Covid. Le gouvernement doit décider d'ici la fin de l'année de réduire la voilure de ces aides pour 2023.

far/cel/npk

Afp le 17 sept. 22 à 08 08.

